



LE CLIMAT EST PLUS POLITIQUE QUE JAMAIS

AGEFI - 21.01.2021

PLANS CLIMAT ET RÉFÉRENDUM CONTRE LA LOI SUR LE CO₂ : LE CLIMAT À NOUVEAU SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE.

Avec la loi sur le CO₂ qui sera soumise au peuple, le plan climat des Verts suisses et les élections communales vaudoises de mars prochain, la question climatique revient au centre du débat. Elle est devenue un thème politique largement utilisé par des groupes ou partis qui aspirent à modifier fondamentalement le système économique et social. On se permettra toutefois de remettre les choses en perspective en rappelant que la Suisse ne contribue qu'à hauteur de 0,1% aux émissions mondiales de CO₂ et que notre pays a déjà mis en place des mesures qui ont permis de réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre.

Ainsi, lorsque la Municipalité de Lausanne présente son plan climat à moins de deux mois des élections communales, avec comme mesure phare l'interdiction à toute voiture thermique de rouler sur le sol lausannois d'ici 10 ans, alors même que cette mesure est contraire au droit supérieur, on ne peut s'empêcher de considérer que les contingences électorales l'emportent sur les réponses aux besoins de la population.

Portés par leur succès aux élections fédérales 2019, les Verts thématisent abondamment le sujet, tout en se tenant éloignés de solutions économiquement supportables pour les entreprises ou les particuliers. Les mesures drastiques et les objectifs présentés dernièrement dans leur plan climat fédéral en sont la preuve.

Les belles idées n'ont pas de prix pour autant qu'elles ne soient pas mises en œuvre.

On constate que la recette pour atteindre les objectifs voulus est toujours la même : interdire, sanctionner et surtout taxer. L'esprit est à la punition, qui veut ignorer tant la contribution des mesures incitatives que l'apport du progrès technique ou les solutions économiques développées là où elles sont le plus efficace.

La population et les entreprises souffrent déjà gravement des restrictions actuelles qui frappent l'activité économique et qui auront des conséquences sans précédent pour les entreprises et le marché du travail. Il n'est pas anodin que le référendum des milieux économiques contre la nouvelle loi sur le CO₂ ait abouti avec plus de 110 000 signatures. Ce véritable tour de force, dans des conditions difficiles, démontre que les inquiétudes sont réelles sur les conséquences de projets qui font la part belle aux taxes nouvelles, aux coûts supplémentaires et aux interdictions.